

LETTRE DE LIAISON

des militants combattant pour le Front Unique
des syndicats de l'enseignement public

ISSN 1245-0286

N°160
14 décembre 2009

www.frontunique.com

Intervention de la tendance Front Unique au Bureau National de la FSU du 14 décembre :

La direction de la FSU doit cesser de revendiquer des « discussions » et réunir les conditions du combat unitaire contre le gouvernement pour arracher :

**Retrait pur et simple de la « réforme » des lycées,
non à l'autonomie des établissements scolaires.
Abrogation de la RGPP et de la « réforme » de la formation.**

Chatel déclare « je ne reviendrai sur rien » : la question posée par la situation est celle de l'affrontement avec le gouvernement.

Elle est posée au ministère de la Culture par les personnels de la BNF en grève contre la RGPP, contre les suppressions de postes, et ces personnels s'adressent pour cela aux directions des fédérations de la fonction publique. Elle l'est dans les établissements scolaires par le rejet massif, patent, de la « réforme » des lycées par les personnels et aussi les lycéens, malgré une répression policière précoce et importante. Elle l'est dans les IUFM, menacés dans leur existence par la réforme de la formation des maîtres. Elle le sera demain dans les universités à cause du grand emprunt qui prévoit de financer... leur privatisation. [Ndlr : lors de ce Bdfn le représentant du Snesup a commencé par se féliciter de ce que cet emprunt souligne les « besoins de financement » des universités, avant de faire part, tout de même, de ses « inquiétudes »].

Elle l'est enfin dans l'opération de réquisition des infirmières, des fonctionnaires et des élèves infirmiers sous prétexte d'urgence grippale, réquisition à laquelle la FSU doit opposer un « non » sans équivoque.

Chatel a déclaré au C.S.E. « je ne reviendrai sur rien » au sujet de la réforme des lycées qui est aussi celle des collèges puisqu'elle accentuerait énormément l'autonomie des établissements et le pouvoir des chefs.

Sans aucun doute Chatel et derrière lui Sarkozy étaient-ils encouragés par la participation des directions syndicales à ce CSE qui discutait d'une « réforme » scélérate, qui est une machine à supprimer des heures de cours, à remettre en cause les statuts et les services dans le cadre de l'autonomie des établissements qui ne concerne pas que les lycées mais aussi les collèges.

Mais ils posent tout de même les questions en termes clairs : pour arracher le retrait de cette réforme, ouvrir la voie ainsi à la remise en cause de toute leur politique, il faut les faire capituler.

C'est le retrait des « réformes » Sarkozy, à commencer par celle des lycées, qu'il faut revendiquer

Une pétition, « pas cette réforme là », a été initiée par les directions SNES/SNEP, FO, CGT, par Sud, etc. Force est de constater qu'elle ne réclame pas le retrait de la réforme. Elle se livre aux mêmes contorsions sémantiques auxquelles on a déjà eu droit au sujet de la réforme de la formation des maîtres, demandant à la fois le « renoncement » et la « poursuite des discussions » notamment sur la filière STI. [Ndlr : comme sur la question de la formation des maîtres, le courant PRSI a manifesté son soutien à cette pétition qui n'est pas sur l'axe du combat contre le gouvernement].

Mais quelle autre « réforme » ce gouvernement pourrait-il faire que des réformes d'application de la RGPP aux établissements scolaires, cette même RGPP contre laquelle cherchent à combattre les personnels à Beaubourg, cette RGPP qui prélèverait avec la loi 'mobilité' son tribut de suicides dans la fonction publique comme ils pointent déjà à Pôle Emploi ?

D'ailleurs qu'est-ce que la réforme Chatel, sinon une variante de la réforme Darcos suspendue l'an passé ? Comme pour la grippe H1N1, le virus a muté mais c'est la même porcherie qui est à l'origine du mal.

Quant aux « discussions » réclamées, il est aisé aux personnels de mesurer qu'elles n'ont eu comme effet ces derniers mois que d'amener le gouvernement aux portes de son objectif contre les personnels et les élèves.

Pour une manifestation nationale, au siège du pouvoir, à Paris pour le retrait de la réforme des lycées et l'arrêt de la RGPP.

Alors, la question d'une manifestation nationale est posée. Mais dans des termes qui indiquent qu'il n'est pas question de vouloir combattre le gouvernement : d'un côté on parle d'une manifestation le samedi, c'est-à-dire sans appel à la grève – et sans participation des lycéens, chacun le sait. De l'autre, on avance des propositions d'actions folkloriques, type ronde des obstinés.

A l'opposé, ce qui est nécessaire, c'est l'appel, avec la CGT et FO, à une manifestation nationale au siège du pouvoir, c'est-à-dire tournée contre le gouvernement, et donc sur des mots d'ordres clairs : retrait pur et simple de la réforme des lycées, plus aucune discussion, abrogation de la réforme de la formation des maîtres, arrêt immédiat des mesures RGPP, mesures de casse de la fonction publique. C'est cette orientation que propose le courant Front Unique.

Contact : Front Unique, 11, rue Michalias, 63000 Clermont-Fd - mel@frontunique.com